ARABE, TAMAZIGHT, FRANÇAIS

Toute langue déliée

La question de la langue incite à un débat permanent tant elle est toujours d'actualité et au centre d'enjeux complexes qui se transforment parfois en pomme de discorde entre les courants politiques en compétition et de graves conséquences sur la stabilité de la société.

Par Brahim Taouchichet

Khaoula Taleb Ibrahimi.

Dourari Abderrezak.

Abdelhamid Bourayou.

Photos : DR

Souvent biaisé, le débat sur la langue reste ouvert sans que ni les uns ni les autres imposent objectivement le bienfondé de leur argumentaire. Arabophones, francophones, amazighophones (depuis ces dernières décennies) donnent l'impression d'être les otages de polémiques passionnées, voire intéressées. Etre ou ne pas être !

Le collectif Nabni, un «think tank» réunissant des universitaires, professeurs, chercheurs et intellectuels, fidèle à sa vocation, n'a pas hésité à… mettre les pieds dans le plat en conviant récemment à une discussion libre autour de la problématique de la langue. Il faut dire aussi que cela s'inscrit également dans la préoccupation aujourd'hui majeure de reconstruire le «récit national» afin d'inscrire, dans une vision d'avenir renouvelée, la communauté nationale dans cette étape de transition. S'il n'est nul besoin actuellement de bousculer le dogme de l'arabe langue nationale et officielle dans la mesure où sa mise en question n'est plus cause de crispation, voire de conflit politique, ce serait néanmoins une erreur de croire que le «dossier» est clos.

La langue est partie prenante de notre identité certes, mais de quelle langue parlons-nous ? Bien sûr la Constitution en fait une composante inaliénable (une constante) aux côtés de tamazight langue nationale et du français confiné au statut de langue étrangère. C'est aller vite en besogne comme ont voulu le démontrer trois professeurs et chercheurs d'université réunis autour de ce thème en l'occurrence, Mme Khaoula Taleb Ibrahimi, spécialiste en science du langage, auteur de *Les Algériens et leur langue,* le professeur Abderrezak Dourari, directeur du Centre national pédagogique et linguistique pour l'enseignement de tamazight et le professeur Abdelhamid Bourayou, du Centre de recherche en préhistoire et anthropologie. Quelle lecture faire du constat de la réalité sociolinguistique d'aujourd'hui ? Pour M. Bourayou, il se pose un problème de cohésion dans l'élite francophone, arabophone, amazighophone d'où les attitudes contradictoires vis-à-vis de la langue avec pour conséquence une vision conflictuelle. De par sa responsabilité, l'Etat, pérenne, est interpellé en ce sens qu'il repose sur un «vieux projet national datant de la période d'occupation coloniale et qui est sous influence». Dans cette dialectique langue-société-Etat, Abderrezak Dourari se fait plus mordant : «Nous sommes dans une société unique qui n'a pas encore résolu le problème de la langue qui est pourtant un moyen de communication.» «Plus grave, l'Etat n'a jamais été pensé en partant de la réalité culturelle, historique et linguistique complexe pour une langue unique qui se résume par l'arabité et l'islamité. Nous vivons en Algérie mais notre algérianité n'est pas l'Algérie, c'est-à-dire par rapport à un territoire comme tous les pays du monde. Pourtant ce territoire du Maghreb central existe depuis 2 millions d'années, depuis le paléolithique inférieur.» La sévérité du constat du professeur Dourari n'exclut toutefois pas sa justesse quant aux causes de ce qui est appelé la «crise berbériste» de 1949 qui n'est pas politique mais de caractère sociolinguistique et qui influence aujourd'hui encore les débats. En conséquence, nous sommes dans un «Etat complètement désincarné, déréalisé cause de crises de légitimité récurrentes». Mme Khaoula Taleb Ibrahimi met à l'index les politiques «qui n'ont pas une vision claire d'une politique langagière, les médias lourds, la défaillance de l'école qui ne prend pas en compte les langues maternelles, l'anglais que l'on privilégie au détriment d'autres langues plus proches de nous géographiquement et historiquement (espagnol, italien, langues africaines)». Sans complaisance, le professeur Douarari, quant à lui, va plus loin et considère que le «français fait partie de nous, il a formé une élite» et affirme que «l'école algérienne a plus francisé que l'école française».

En toute logique, ce débat sur la langue officielle unique imposée à tous comme allant de soi porte en lui les germes de revendications futures quant à une Algérie plurielle dans sa culture et ses différents parlers. Tous les propos vont ainsi converger dans la mise en avant de la marginalisation de l'arabe dialectal algérien qu'il convient de réhabiliter pour plusieurs raisons, la première est que c'est une langue comprise partout dans le pays. «L'arabe algérien est une langue de communication intensive développée depuis le XIIIe siècle.» «L'arabe que nous parlons part de l'amazigh dans sa prononciation, sa structure. C'est donc de notre création», dit le professeur Bourayou qui tient à remettre les pendules à l'heure : «Parfois la question de la langue est posée comme celle d'une race ou d'une ethnie, cela est faux.» «L'Algérie est un pays berbère et la majorité de sa population a adopté l'arabe algérien, «dardja». L'Algérien parle l'arabe mais il est berbère.»

Au regard des événements de Ghardaïa, il souligne que «les Banou Hillal des Hauts-Plateaux et du Sahara se sont fondus parmi les berbères majoritaires et qu'il serait illusoire de distinguer aujourd'hui les uns des autres».

Si Khaoula Taleb Ibrahimi relève l'extraordinaire aptitude des Algériens aux langues étrangères au vu de l'affluence dans les instituts de langues étrangères et la multiplication des écoles de langues (chinois, turc, coréen) et comme le rappelle le professeur Dourari, il n'y a aucune obligation d'uniformité aujourd'hui.

Au XVIe siècle les Algériens parlaient aussi «la ligua franca», un mélange de français, d'italien, d'espagnol, de turc, d'arabe, d'hébreu et de kabyle ! C'est là une particularité de la société algérienne qui a de tout temps «bricolé» des solutions pour sa communication avec les autres. D'autre part, il est un fait prouvé que les élites ont de tout temps adopté la langue du dominant du moment. Il en est ainsi du latin du temps de l'époque romaine avec Apulée de Madaure et bien d'autres illustres lettrés. Voire des familles aisées qui adoptaient des noms romains aux côtés des leurs, c'est-à-dire berbères, substrat culturel. La langue est donc vivante, le produit de l'évolution de la société. Elle est loin d'être immuable, elle s'impose aux politiques forcés d'en tenir compte dans les plans culturels et éducatifs de leurs programmes électoraux. Il en est ainsi de tamazight revendiqué par ses plus farouches opposants d'hier. Mieux, l'arabe algérien dialectal ou «dardja» s'impose dans tous les meetings populaires tant il est vrai qu'on imagine mal un politique parlant à la foule dans un arabe châtié au risque de friser le ridicule ! Signe des temps, certains médias arabophones, plombés auparavant par la langue de bois, s'ouvrent aux réalités linguistiques de la société et adoptent son parler, souvent toutefois en versant dans l'excès, c'est-à-dire sans soucis de pédagogie. Mieux, certaines manchettes de journaux sont écrites en «francarabe», une sorte de créole algérien et s'en offusquer, c'est s'exposer à être traités de ringards. Des journaux publient des textes entiers en «dardja» et personne ne trouve à redire sinon les puristes qui se désolent en vain. Pour l'anecdote, rappelons-nous tout le mal que se donnait feu le Président Chadli à lire un texte en arabe académique – que beaucoup ne comprenaient guère dans sa profondeur et qu'il est, a contrario, plus «heureux» de manier «dardja».

Chercheurs et universitaires linguistes ont-ils raison de plaider pour l'arabe algérien comme langue nationale ? Comment mettre en place la cohésion indispensable dans un aller-retour fluide, naturel, charriant toute notre richesse culturelle ? Au demeurant, aucune langue ne peut se soustraire à la dynamique sociale en perpétuel mouvement. Paradoxe à relever par ailleurs très bien exprimé par Abderrezak Dourari qui a demandé dans quelle langue devrait-il faire son exposé. En français évidemment ! C'est dire…

B. T.

CONTRIBUTION

ARABE ALGÉRIEN OU «ELFOSHA» À L'ÉCOLE

La guerre des langues n'aura pas lieu

Une levée de boucliers, à la limite du lynchage médiatique, a chauffé le paysage caniculaire algérien. Il y en a même qui ont vociféré des insultes et des condamnations symboliques.

Par Ahmed Tessa, pédagogue

A l'origine, une simple recommandation de spécialistes, triturée et faussement interprétée par des cercles allergiques à la modernité. Précision : il s'agit d'une simple recommandation argumentée scientifiquement — et non d'une décision ministérielle — issue d'un atelier de la conférence nationale sur l'évaluation de la réforme de l'école qui s'est tenue les 25 et 26 juillet 2015. Fallait-il bâillonner les scientifiques ? Que préconise cette recommandation ? De se conformer aux fondamentaux de la psychologie de l'apprentissage des langues et aux progrès des neurosciences dans ce domaine. De la sorte, l'école aidera l'enfant algérien à passer, sans heurts, de la langue parlée à la langue écrite (l'arabe scolaire, pour l'Algérie). Ni plus ni moins ! A aucun moment, il n'a été dit ou écrit d'enseigner en arabe dialectal. En sortant ce mensonge à la Goebbels, les détracteurs pensent lancer l'OPA finale sur le système scolaire algérien qu'ils ont investi depuis l'éviction de Mostefa Lacheraf il y a de cela quarante ans ! Pourtant, le défunt universitaire était connu pour sa maîtrise de la langue arabe et son patriotisme au service d'une Algérie pacifiée dans (et par) l'usage des langues. Bien au contraire, la préoccupation majeure des membres de cet atelier a été l'amélioration de(s) méthode(s) d'enseignement/apprentissage de la langue arabe moderne. En un mot : respecter la langue parlée de l'enfant (de 5 et 6 ans) pour lui faciliter l'apprentissage – difficile et ardu pour un enfant de six ans — de la langue écrite. En d'autres termes, s'appuyer sur son potentiel lexical pour l'élever progressivement vers l'emploi de la langue scolaire, écrite. Cela n'étant valable uniquement que pour les élèves du préscolaire et de la 1re année du primaire et à un degré moindre de 2e AP. Au-delà, la langue scolaire (l'arabe) lui sera familière. Cette période entre 5 et 8 ans, est cruciale et décisive dans l'appropriation/familiarisation de la langue écrite. Ce principe élémentaire de la psychopédagogie est valable pour tous les pays, pas seulement en Algérie. Si rien n'est fait de façon méthodique et scientifique, pendant ces trois premières années, l'élève aura des difficultés à maîtriser la langue d'enseignement et à entrer dans les autres apprentissages fondamentaux (mathématiques, physiques, histoire…). Il s'agit là d'une vérité cardinale en pédagogie scolaire. Le souci des rédacteurs de cette recommandation est de moderniser une méthode d'enseignement restée figée depuis des décennies, avec un contenu culturel archaïque d'où est exclu le référent algérien authentique (patrimoine, auteurs, us et coutumes, Histoire). L'exemple de l'Egypte est édifiant à plus d'un titre. Le phare de la culture arabe ne s'est pas embarrassé des idées rétrogrades pour appliquer les impératifs dictés par les sciences (la linguistique, la psychologie et les neurosciences). Lors du premier Congrès arabe des enseignants de français qui s'est tenu au Caire en décembre 2007, sous l'égide de l'Organisation internationale de la francophonie, nous avons assisté à des moments riches en enseignements.